

# communiqué de presse

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENÈVE : LES DERNIERS CHIFFRES

En mars 1989, les 16 organisations internationales gouvernementales (OIG) établies à Genève occupent 19 896 personnes, les 10 principales organisations internationales non gouvernementales (OING) 2 663, les missions permanentes environ 3 400. En une année, l'**emploi** progresse de 24,3 % dans les OIG. Ce chiffre surprenant est dû aux nombreux "visiteurs" du CERN attirés par le LEP (environ 3 700 de plus qu'en 1988). Si l'on ne tient compte que des fonctionnaires internationaux, l'augmentation est d'un autre ordre de grandeur (+ 1,0 %). Dans les OING couvertes par l'enquête, l'emploi reste stable (- 0,4 %), dans les missions permanentes, il continue d'augmenter (+ 3,8 %).

Dans les OIG, l'effectif des fonctionnaires d'origine suisse reste orienté à la baisse (- 1,2 %) et leur part se fixe à 12,7 % en mars 1989. Comme les années précédentes, le nombre de fonctionnaires résidant dans le canton diminue (- 3,3 %), alors que s'accroît le nombre de ceux qui résident en France (+ 5,2 %) et dans le canton de Vaud (+ 6,4 %). En mars 1989, 48,5 % des fonctionnaires résident dans le canton, 42,8 % en France voisine et 8,7 % dans le canton de Vaud.

Le nombre de **réunions internationales** convoquées par les OIG en 1988 se fixe à 1 392, ce qui constitue le maximum depuis le début de l'enquête en 1977. Ces réunions ont cependant duré moins longtemps que l'année précédente puisque le nombre des séances, lui, diminue et s'établit à 11 564. Quant au nombre de délégués et experts, il est un peu en retrait par rapport au chiffre record de 1987 et se fixe à 77 415.

Pour les 10 principales OING, le nombre de réunions s'inscrit aussi à la hausse (580 en 1988), tandis que l'effectif des délégués et experts ainsi que le nombre de séances sont un peu en deçà des chiffres de l'année précédente.

En 1988, le montant total des **dépenses engagées par les OIG** se fixe à 2,062 milliards de francs, soit 1,3 % de moins que l'année précédente. Si l'on tient compte du renchérissement, la baisse (en termes réels) est de 3,3 %.

Le coût salarial total s'inscrit à la hausse (+ 6,3 %), contrairement aux deux années précédentes, alors que les dépenses courantes pour d'autres biens et services diminuent de 15,7 %. Au total, les dépenses courantes fléchissent de 0,2 % en termes nominaux. Les dépenses d'investissements sont elles aussi en retrait par rapport à 1987 (- 7,7 %).

Parmi ces 2,062 milliards de francs dépensés en 1988, 1,147 milliard revient à la Suisse, soit 2,5 % de moins qu'en 1987.

En 1988, le montant total dépensé par les **10 principales OING** se fixe à 287 millions de francs, soit 6,5 % de moins qu'en 1987 (- 8,5 % en termes réels). Ce repli est imputable d'abord aux dépenses d'investissements (- 54,3 %), puis au coût salarial (- 1,7 %). Les investissements ont été particulièrement élevés en 1985 (41 millions) et 1987 (34 millions) par rapport aux autres années.

Telles sont les principales informations tirées de la publication<sup>1</sup> dans laquelle le Service cantonal de statistique (SCS) présente les résultats 1989 de l'enquête qu'il effectue chaque année auprès des OIG et des 10 principales OING.

1. *Les organisations internationales à Genève et en Suisse; résultats de l'enquête 1989*, Données statistiques n° 1989/7, Service cantonal de statistique (SCS), Genève, octobre 1989 (12 pages).